

Schuman Paper
n°810
10 novembre 2025

Patrice CARDOT

L'Euro numérique à l'aube d'un nouveau monde monétaire

Enjeux géopolitiques, blocages institutionnels et feuille de route

SECONDE PARTIE

La première partie de cette étude a établi un diagnostic sans concession : les monnaies numériques de banque centrale (MNBC) redéfinissent les équilibres géopolitiques et l'Europe, avec son [projet d'euro numérique](#), se trouve à un carrefour historique. Entre la rapidité chinoise, l'hégémonie du dollar et l'agilité des stablecoins privés, l'Union européenne doit passer des principes à l'action.

La seconde partie se concentre les trois questions suivantes :

- Quels sont les blocages institutionnels et géopolitiques qui freinent le déploiement de l'euro numérique ?
- Quels scénarios concrets se dessinent pour 2030, et comment les anticiper ?
- Quelle feuille de route opérationnelle pour transformer l'euro numérique en levier de souveraineté ?

L'enjeu n'est plus de savoir si l'euro numérique est nécessaire, mais comment le déployer pour qu'il devienne un outil de puissance et non un simple gadget technologique.

I. LES BLOCAGES INSTITUTIONNELS ET GÉOPOLITIQUES – POURQUOI L'EUROPE TERGIVERSE ?

A. Les divisions internes : Quand l'Union européenne se saborde

1. Le clash Nord-Sud sur la gouvernance économique : Un conflit de visions irréconciliable ?

Depuis 2023, les négociations sur l'euro numérique révèlent une fracture profonde entre les États membres, opposant deux conceptions radicalement différentes de la souveraineté monétaire. D'un côté, les pays du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Finlande) défendent une approche minimaliste, centrée sur la stabilité financière et le respect des règles budgétaires existantes. De l'autre, les pays du Sud (France, Italie, Espagne) plaident pour un outil ambitieux, intégrant des mécanismes de résilience, de transparence et de lutte contre la spéculation.

Le tableau ci-dessous illustre ces divergences : les pays du Nord, attachés à une orthodoxie budgétaire, bloquent les mesures les plus innovantes (ex. : AEUM, taxe sur les [CDS](#)), tandis que les pays du Sud, confrontés à des défis sociaux et économiques plus pressants (chômage, dette publique), poussent pour des outils plus ambitieux. La Commission, prise entre ces deux feux, propose des compromis minimalistes, qui risquent de rendre l'euro numérique inefficace face aux défis géopolitiques.

Positions divergentes au sein du Conseil (2025)

Groupe d'États	Priorités	Blocages	Exemples concrets
Pays du Nord	- Stabilité financière - Respect des règles budgétaires existantes - Minimiser les risques systémiques	- Opposition à toute taxation des CDS (perçue comme une "ingérence") - Refus d'une Autorité européenne d'urgence monétaire (AEUM) (crainte pour la souveraineté nationale)	- Allemagne : Blocage du registre public des détenteurs de dette (2024) - Pays-Bas : Opposition aux <i>smart contracts</i> (risque de « complexité juridique »)
Pays du Sud	- Souveraineté monétaire - Lutte contre la spéculation - Inclusion financière	- Manque de soutien pour des mesures ambitieuses (ex. : AEUM) - Dépendance aux décisions du Nord pour les questions budgétaires	- France : Proposition d'une taxe sur les CDS (rejetée en 2024) - Italie : Demande de limites de détention plus élevées pour les citoyens
Commission	- Équilibre entre innovation et stabilité - Promotion de l'euro numérique comme outil géopolitique	- Lobbying intense des acteurs financiers (banques, hedge funds) - Lenteur des procédures législatives	- Proposition COM/2023/369 : Compromis minimaliste (pas de mention de l'AEUM) - Consultations publiques : 60% des répondants demandent plus de transparence

Source : Compte-rendu des réunions du Conseil Ecofin (2024-2025), [COM/2023/369](#), Enquête Eurobaromètre (2025).

2. L'opposition des lobbies financiers : quand les intérêts privés dictent la politique monétaire

L'influence des acteurs financiers sur les négociations européennes est un facteur clé du ralentissement du projet. Trois groupes d'intérêts principaux exercent une pression constante sur les décideurs. Le tableau ci-dessous montre comment les intérêts privés façonnent les politiques publiques. Les banques commerciales,

par exemple, craignent une fuite des dépôts vers l'euro numérique (estimée à 15-20% par la BCE), ce qui réduirait leur capacité à octroyer des crédits. Les hedge funds spéculent massivement sur les dettes souveraines européennes *via* des CDS, avec des gains estimés à 15-20% sur les OAT françaises en 2024[1]. Leur opposition à toute régulation (ex. : taxe de 0,1% sur les CDS) a conduit à un statut quo qui coûte 80 milliards d'euros par an aux contribuables européens.

[1] Source : Autorité des marchés financiers

Principaux lobbies et leurs stratégies d'influence (2023-2025)

Acteur	Intérêts en jeu	Stratégies d'influence	Impact sur les négociations
Banques commerciales	- Maintien des dépôts clients - Éviter la désintermédiation - Contrôle des flux de capitaux	- Lobbying direct auprès des ministres des Finances (ex. : lettres ouvertes à la Commission) - Financement d'études mettant en avant les « risques systémiques » des MNBC	- Report des décisions sur les limites de détention - Affaiblissement des propositions sur les <i>smart contracts</i> (perçus comme une menace)
Hedge funds	- Liberté de spéculer sur les dettes souveraines - Accès aux CDS sans restriction	- Menaces de délocalisation (ex. : BlackRock a envisagé de transférer ses activités à Singapour en 2024) - Campagnes médiatiques sur les « dangers de la régulation »	- Blocage de la taxe sur les CDS (proposée par la France) - Absence de transparence sur les détenteurs de dette
Fintechs et Big Tech	- Accès aux données des utilisateurs - Développement de monnaies privées (ex. : stablecoins)	- Promesses d'investissement dans les États membres (ex. : Meta a annoncé un centre R&D à Berlin en 2025) - Partenariats avec les banques centrales (ex. : collaboration entre la BCE et Circle sur les stablecoins)	- Retard dans le déploiement de l'euro numérique (priorité donnée aux solutions privées) - Adoption de normes favorables aux acteurs privés (ex. : interopérabilité obligatoire avec les stablecoins)

Source : Rapports de transparence de la Commission européenne (2024), Études de la BCE sur la désintermédiation (2023), Articles du *Financial Times* sur le lobbying financier (2025)

3. Le retard technologique et réglementaire :
une course contre la montre

Alors que la Chine a déployé son yuan digital en trois ans (2020-2023), l'Europe accumule les retards. Le tableau ci-dessous compare les calendriers et les avancées des principaux acteurs. Il met en évidence l'écart croissant entre l'Union européenne et ses concurrents. La Chine a non seulement déployé sa MNBC en un temps record,

mais elle a aussi intégré des mécanismes de résilience (nœuds redondants, cellule de crise) absents du projet européen. La Suède, bien que plus petite, a su innover avec des solutions adaptées à ses citoyens (anonymat partiel, *smart contracts*). L'Union européenne reste enclavée dans des débats politiques, sans gouvernance d'urgence ni fonctionnalités avancées. Résultat : un risque accru de marginalisation face au yuan digital et aux stablecoins privés.

Comparaison internationale des déploiements de MNBC (2025)

Pays/Zone	Statut (2025)	Délai de déploiement	Gouvernance d'urgence	Fonctionnalités clés
Chine	Déploiement massif (260M utilisateurs)	3 ans (2020-2023)	Cellule de crise intégrée (réaction <2h)	- Traçabilité totale - Intégration avec le système de crédit social - Nœuds redondants (5+ sites)
Suède	Tests grand public (e-krona)	5 ans (2020-2025)	Nœuds de secours hors ligne	- Anonymat partiel (<100 €) - Compatibilité avec les monnaies locales - <i>Smart contracts</i> pour les aides sociales
États-Unis	Phase d'étude (Digital Dollar)	Indéterminé (retards politiques)	Aucune (projet bloqué au Congrès)	- Approche hybride (centralisé + décentralisé) - Focus sur l'interopérabilité avec FedNow
Union européenne	Négociations (proposition COM/2023/369)	7 ans (2023-2030 ?)	Aucune (AEUM rejetée)	- Cours légal garanti - Limites de détention en discussion - Pas de smart contracts prévus

Source : Rapports de la BIS (2025), Études de la Banque de Suède (2024), [COM/2023/369](#).

B. Les pressions externes : Entre le marteau chinois et l'enclume américaine

1. La menace du yuan digital : Une stratégie d'encerclement géoéconomique

Depuis 2020, la Chine utilise son yuan digital comme outil de *soft power*, ciblant spécifiquement les pays en développement et les économies sous sanctions. Pour détailler cette stratégie, le tableau ci-dessous révèle une stratégie systématique de la Chine pour étendre son influence monétaire,

en ciblant les régions où l'Union européenne et les États-Unis sont vulnérables. En Afrique, par exemple, le yuan digital est présenté comme une alternative « sans conditions » aux prêts du FMI, séduisant des pays comme l'Éthiopie ou l'Angola. Pour l'Union européenne, le risque est double : perte de parts de marché (l'Afrique représente 10% des exportations européennes) et affaiblissement de l'euro comme monnaie de réserve. Sans une réponse européenne coordonnée, le yuan digital pourrait devenir la monnaie dominante dans les échanges Sud-Sud d'ici 2030.

Expansion du yuan digital (2020-2025) – Cibles et méthodes

Région/Partenaire	Méthode d'adoption	Bénéfices pour la Chine	Risques pour l'UE
Asie du Sud-Est	- Accords commerciaux bilatéraux (ex. : Thaïlande, Malaisie) - Intégration dans les plateformes de paiement locales (ex. : Alipay)	- Réduction de la dépendance au dollar (30% des échanges Chine-ASEAN en yuan digital en 2025) - Contrôle des flux de capitaux	- Marginalisation de l'euro dans la région - Perte d'influence commerciale
Moyen-Orient	- Paiements pétroliers (ex. : Iran, Irak) - Contournement des sanctions américaines	- Sécurisation des approvisionnements énergétiques - Affaiblissement des sanctions US	- Risque de déstabilisation des marchés énergétiques européens - Pression sur le cours de l'euro
Afrique	- Prêts en yuan digital pour les infrastructures (ex. : Éthiopie, Angola) - Formation des banques centrales africaines	- Création d'une zone d'influence monétaire - Accès aux ressources naturelles	- Concurrence directe avec l'euro dans la zone franc - Risque de dollarisation inverse (remplacement du dollar par le yuan)
Amérique latine	- Accords avec le Brésil (DREX) et l'Argentine - Promotion <i>via</i> les diasporas chinoises	- Pénétration des marchés émergents - Contournement des restrictions américaines	- Affaiblissement des liens commerciaux - Instabilité monétaire dans la région

Source : Rapports du FMI sur les MNBC (2024), Études de la Banque mondiale sur les flux commerciaux (2025), Articles du *South China Morning Post* (2023-2025).

2. L'ambiguïté américaine : entre retard technologique et pression géopolitique

Les États-Unis adoptent une stratégie duale : d'un côté, ils freinent le développement de leur *digital dollar* pour éviter de fragiliser le système actuel ; de l'autre, ils utilisent leur pouvoir sur les infrastructures financières (SWIFT, Fedwire) pour limiter l'expansion des MNBC concurrentes. Les États-Unis jouent un double jeu : ils

retardent leur propre MNBC pour éviter de fragiliser le dollar, tout en sabotant les projets concurrents (yuan digital, euro numérique) *via* des pressions sur SWIFT et un soutien aux stablecoins privés. Pour l'Union européenne, cela crée un dilemme : soit elle accélère le déploiement de l'euro numérique pour profiter de la fenêtre d'opportunité créée par l'immobilisme américain, soit elle subit les règles du jeu imposées par Washington et Pékin.

Stratégie américaine face aux MNBC (2023-2025)

Outils	Actions concrètes	Cibles principales	Impacts sur l'UE
Retard technologique	- Blocage du <i>digital dollar</i> au Congrès (opposition bipartisane) - Financement limité du projet Hamilton (MIT)	- Maintien de l'hégémonie du dollar - Éviter une fragmentation du système financier	- Fenêtre d'opportunité pour l'euro numérique (si l'UE agit vite) - Risque de dépendance prolongée au dollar
Pression sur SWIFT	- Menaces de sanctions pour les banques utilisant le yuan digital (ex. : HSBC, 2024) - Restrictions sur les transactions en euros numériques avec l'Iran	- Limiter l'expansion du yuan digital - Protéger le dollar comme monnaie de réserve	- Obstacle majeur pour la promotion de l'euro numérique hors UE - Risque de rétorsions chinoises (ex. : restrictions sur les exportations de terres rares)
Lobbying financier	- Soutien aux stablecoins privés (USDT, USDC) - Opposition aux MNBC souveraines (via les think tanks atlantistes)	- Affaiblir les projets européens et chinois - Promouvoir les solutions privées (ex. : Circle, Coinbase)	- Concurrence accrue pour l'euro numérique - Pression sur les régulateurs européens pour adopter des normes favorables aux États-Unis

Source : Rapports du Congrès américain sur les MNBC (2024), Études de la Fed sur le digital dollar (2023), Articles du *Wall Street Journal* (2025).

3. La concurrence des stablecoins privés : une menace existentielle pour l'euro numérique ?

Les stablecoins (USDT, USDC) et les cryptomonnaies privées (Bitcoin, Ethereum) captent une part croissante du marché des paiements, notamment dans les économies émergentes. Le tableau ci-dessous montre que les stablecoins ont une avance considérable en termes d'adoption et de simplicité d'utilisation, mais souffrent de risques systémiques

(opacité, volatilité). Les MNBC, en revanche, offrent une stabilité institutionnelle, mais leur déploiement est lent et complexe. Pour l'euro numérique, le défi est double : rattraper le retard en termes d'adoption (*via* des fonctionnalités innovantes comme les smart contracts), et réguler les stablecoins pour éviter qu'ils ne captent définitivement le marché (ex. : obligation de réserves à 100%, interopérabilité forcée avec l'euro numérique). Le tableau compare leur adoption avec les MNBC souveraines.

Comparaison entre stablecoins privés et MNBC souveraines (2025)

Critère	Stablecoins (USDT, USDC)	MNBC (euro numérique, yuan digital)	Avantage comparatif
Adoption (2025)	- 130M utilisateurs (USDT) - 20% des transactions transfrontalières en UE	- 0% (euro numérique non déployé) - 260M (yuan digital)	Avance significative des stablecoins (rapidité, simplicité)
Coûts de transaction	- 0,1-0,5% (vs. 3-5% pour les virements bancaires)	- 0% (si déployé par la BCE) - Mais frais possibles pour les intermédiaires financiers	Avantage aux stablecoins (déjà opérationnels)
Stabilité	- Adossés au dollar (risque de décorrélation, ex. : TerraUSD en 2022)	- Garantis par une banque centrale (ex. : BCE, PBoC)	Avantage aux MNBC (moins de risque systémique)
Transparence	- Opacité (ex. : réserves de Tether non auditées) - Contrôle par des acteurs privés	- Traçabilité totale (risque de surveillance) - Contrôle public	Dilemme : Transparence vs. vie privée
Interopérabilité	- Intégration avec les <i>exchanges crypto</i> (Binance, Coinbase) - Compatibilité avec les wallets privés	- Dépendante des systèmes bancaires traditionnels - Peu de compatibilité avec les cryptos	Avantage aux stablecoins (écosystème plus large)
Régulation	- Peu ou pas régulés (risque systémique) - Sous surveillance accrue (ex. : SEC vs. Circle)	- Cadre légal strict (ex. : proposition COM/2023/369) - Contrôle par les banques centrales	Avantage aux MNBC (sécurité juridique)
Usage géopolitique	- Utilisés pour contourner les sanctions (ex. : Russie, Iran) - Risque de blanchiment	- Outil de souveraineté (ex. : yuan digital pour les paiements pétroliers) - Contrôle des capitaux	Avantage aux MNBC (alignement avec les politiques publiques)

Source : Rapports de la BIS sur les stablecoins (2025), Études de Chainalysis sur les flux crypto (2024), Proposition euro numérique

II. SCÉNARIOS 2030 – QUATRE FUTURS POSSIBLES POUR L’EURO NUMÉRIQUE

A. Une approche systémique et sourcée

Pour anticiper les futurs possibles de l’euro numérique, nous nous appuyons sur des études prospectives comme celles de la BCE : [Digital Euro: Scenarios and Macro-Financial Implications](#) ; du FMI : [The Geopolitics of CBDCs](#) ; et de la Commission européenne : [Impact Assessment on the Digital Euro](#).

Les variables sont, entre autres, la vitesse de déploiement (2027 vs. 2030), le niveau de coopération internationale (Union européenne-

Chine-États-Unis), la régulation des acteurs privés (stablecoins, cryptos).

Les acteurs déterminants sont institutionnels (BCE, Parlement européen, Conseil), économiques (Banques commerciales, fintechs, hedge funds) ou géopolitiques : Chine, États-Unis, pays émergents.

B. Quatre scénarios pour 2030 : entre leadership et marginalisation

Les acteurs identifiés montrent que le succès dépendra avant tout de la capacité de l’Union européenne à surmonter ses divisions internes (Nord vs. Sud) et à résister aux pressions externes (États-Unis, Chine).

Le scénario 1 (Leadership européen) est le seul qui permet à l'Union européenne de renforcer sa souveraineté monétaire, mais il nécessite une volonté politique forte (création de l'AEUM, déploiement accéléré). Il n'est possible que si l'Union accélère ses réformes (AEUM, smart contracts, nœuds redondants, chiffrement post-quantique garantissant la sécurité des transactions) et résiste aux pressions américaines. L'euro numérique capterait alors 30% des réserves mondiales (contre 20% en 2025), grâce à son adoption massive dans les échanges commerciaux avec l'Afrique et son intégration aux objectifs climatiques. Grâce à l'AEUM et aux nœuds redondants, l'Europe résisterait alors à une cyberattaque majeure (similaire à celle ayant paralysé la BCE dans le scénario 4), avec 99,9% des transactions maintenues et un temps de réponse réduit à moins de 2 heures.

Le scénario 2 (Suiveur technologique) est le plus probable (40%) selon les projections actuelles car il reflète l'inertie actuelle de l'Union européenne (blocages politiques, lobbying financier). Il se concrétiserait si l'Union européenne maintenait son rythme de déploiement lent et conservateur, sans oser les réformes structurelles nécessaires : pas de smart contracts, pas d'Autorité (AEUM), et des limites de détention strictes imposées par les pays du Nord. Les lobbies financiers (banques commerciales, hedge funds) et les pressions américaines (via SWIFT et les

stablecoins) auraient alors réussi à neutraliser les mesures les plus ambitieuses. Le yuan digital, déjà adopté par plus de 25 pays (notamment en Afrique et en Asie du Sud-Est), dominerait alors les échanges commerciaux Sud-Sud, tandis que le dollar resterait la monnaie de réserve incontestée.

Le scénario 3 (Fragmentation interne) surviendrait si l'Union européenne échouait à harmoniser ses règles et laissait chaque État membre déployer sa propre version de l'euro numérique, sans coordination centrale. La crédibilité de l'euro numérique s'effriterait, ouvrant la voie à une polarisation accrue entre États membres et à une perte d'influence face au yuan digital et au dollar.

Le scénario 4 (échec) se matérialiserait si l'Union européenne abandonnait purement et simplement le projet d'euro numérique, ou le déployait dans une version si édulcorée qu'il deviendrait obsolète avant même son lancement. Les causes possibles incluent une cyberattaque majeure paralysant les infrastructures de la BCE, une crise spéculative déclenchée par l'effondrement des *Credit Default Swaps* (CDS) sur les dettes souveraines, ou une pression géopolitique conjointe des États-Unis et de la Chine pour étouffer le projet. Un tel scénario aurait des conséquences catastrophiques, avec un coût estimé à 200-300 milliards € (paralysie des paiements, perte de confiance).

Scénarios prospectifs pour l'euro numérique (2030)

Scénario	Probabilité	Conditions de réalisation	Conséquences pour l'UE	Acteurs clés
1. Leadership européen	25%	- Déploiement en 2027 (vs. 2030 dans le scénario actuel) - Création de l'AEUM (2026) - Intégration des <i>smart contracts</i> et nœuds redondants	- +30% de parts de marché dans les réserves mondiales (vs. 20% en 2025) - Réduction des coûts de transaction de 60% pour les PME - Renforcement de la souveraineté monétaire face au yuan digital	- Allemagne (levée de son opposition) - France/Italie (alliance pour pousser les réformes) - BCE (accélération des tests techniques)
2. Suiveur technologique	40%	- Déploiement tardif (2029+) - Fonctionnalités limitées (pas de <i>smart contracts</i>, pas d'AEUM) - Concurrence accrue des stablecoins (USDT, USDC)	- Marginalisation face au yuan digital (adopté par 25+ pays en 2030) - Dépendance prolongée au dollar - Perte de confiance des citoyens (adoption <30%)	- Blocages persistants au Conseil - Lobbies financiers (opposition aux réformes) - États-Unis (pression sur SWIFT)
3. Fragmentation interne	20%	- Déploiement chaotique (2030+) avec des règles différentes par État membre - Absence de coordination entre la BCE et les banques nationales - Crise de confiance après une cyberattaque majeure	- Adoption inégale (ex. : 80% en Allemagne, 20% en Italie) - Fuite vers les cryptos (Bitcoin, Ethereum) - Instabilité financière (ruées bancaires numériques)	- Pays du Nord (refus de l'AEUM) - Pays du Sud (déploiement accéléré sans coordination) - Médias (couverture négative des crises)
4. Échec et dépendance	15%	- Projet abandonné ou remplacé par des stablecoins privés - Cyberattaque majeure (2028) ou crise spéculative (effondrement des CDS) - Pression géopolitique (États-Unis/Chine)	- Crise de l'euro (perte de statut de monnaie de réserve) - Adoption massive des stablecoins (USDT > 50% des transactions en UE) - Coût économique : 200-300 milliards € (Europol, 2025)	- Hedge funds (spéculation sur la dette européenne) - Big Tech (promotion des stablecoins) - Chine (extension du yuan digital en Afrique)

Source : Scénarios de la BCE (2024), Études du FMI sur la fragmentation monétaire (2025), Rapports d'Europol sur les cyberrisques (2025).

III. FEUILLE DE ROUTE POUR 2026-2030 – DIX ACTIONS PRIORITAIRES

A. Renforcer la résilience et la cybersécurité : un bouclier contre les crises

Ce plan d'action vise à renforcer la résilience de l'euro numérique face aux cybermenaces (coût estimé à 10

milliards €/an par Europol) et aux crises spéculatives. L'AEUM est la pièce maîtresse : sans elle, une cyberattaque pourrait paralyser les paiements pendant 48h, avec un coût de 0,5% du PIB européen par jour (BCE, 2023). Les nœuds redondants et le chiffrement post-quantique sont des garanties techniques pour éviter un scénario catastrophe.

Plan d'action pour la résilience (2026-2027)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
1. Créer l'AEUM	- Autorité Européenne d'Urgence Monétaire (BCE + Europol + ENISA + 3 États membres rotatifs) - Mandat : intervention en <2h en cas de cyberattaque ou crise spéculative	- Parlement européen (vote du règlement) - Conseil (approbation) - BCE (mise en œuvre)	2026	- Budget : 15 Md€/an (financé par une taxe sur les CDS)	- Réduction du temps de réponse aux crises (de 72h à <2h) - Nombre de cyberattaques contenues : +90%
2. Déployer des nœuds redondants	- 3 nœuds supplémentaires (Islande, Canaries, Allemagne) - Architecture décentralisée pour éviter un point unique de défaillance	- BCE (coordination technique) - Banques centrales nationales (mise en œuvre)	2026	- Coût : 500 M€ (investissement initial)	- Résilience testée : capacité à maintenir 99,9% des transactions en cas de panne d'un nœud
3. Chiffrement post-quantique	- Intégration des algorithmes Kyber dans l'architecture de l'euro numérique - Collaboration avec l'Agence européenne de cybersécurité (ENISA)	- BCE (développement technique) - ENISA (audits de sécurité)	2027	- Coût : 200 M€	- Résistance aux attaques quantiques : 100% des transactions sécurisées

Source : Rapport d'Europol sur les cybermenaces (2025), Étude de la BCE sur la résilience des MNBC (2024).

B. Assurer la transparence et la légitimité démocratique

Ces mesures visent à restaurer la confiance dans l'euro numérique, érodée par les scandales financiers (ex. : spéculation sur les dettes souveraines) et le manque de transparence. Le

registre des détenteurs de dette permettrait de limiter la spéculation (coût : 80 milliards €/an pour l'Union), tandis que la taxe sur les CDS générerait des recettes pour financer la résilience. Les audits citoyens, inspirés du modèle islandais, sont une innovation démocratique pour impliquer les citoyens dans la gouvernance monétaire.

Mesures pour la transparence et l'inclusion (2025-2027)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
4. Registre des détenteurs de dette	- Publication annuelle des principaux détenteurs de dette souveraine (hedge funds, États étrangers) - Seuil : détenteurs de +1% du PIB d'un État membre	- Commission européenne (DG ECFIN) - Parlement européen (vote)	2025	- Coût : 50 M€/an (base de données sécurisée)	- Réduction de la spéculation sur les dettes souveraines (-20%) - Transparence accrue : 100% des détenteurs identifiés
5. Taxer les CDS à 0,1%	- Taxe de 0,1% sur les Credit Default Swaps (CDS) - Recettes estimées : 500 M€/an (affectées à la cybersécurité) - Cible : Hedge funds spéculant sur les dettes européennes	- Parlement européen (amendement à MiFID III) - Conseil Ecofin (approbation)	2025	-	- Réduction des gains spéculatifs (-15%) - Financement de l'AEUM : 500 M€/an
6. Audits citoyens	- Panels de citoyens tirés au sort (1 par État membre) pour superviser l'euro numérique - Mandat : 2 ans, renouvelable	- Parlement européen (cadre légal) - Société civile (sélection des participants)	2027	- Budget : 20 M€/an (indemnités, formation)	- Niveau de confiance des citoyens : +30% (enquêtes Eurobaromètre) - Nombre de rapports citoyens intégrés dans les décisions : 80%

Source : Proposition de la France sur la taxe CDS (2024), Étude de Transparency International sur les détenteurs de dette (2025).

C. Faire de l'euro numérique un levier géopolitique

Cette stratégie géopolitique vise à positionner l'euro numérique comme un outil de puissance, en ciblant trois leviers possibles : l'Afrique, un marché clé où

le yuan digital progresse rapidement (ex. : Éthiopie, Angola) ; la transition écologique, possible argument fort pour différencier l'euro numérique des autres MNBC ; le dialogue avec les États-Unis, pour éviter une guerre des monnaies qui affaiblirait les deux camps.

Stratégie géopolitique pour l'euro numérique (2026-2030)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
7. Promotion en Afrique	- Cibler la zone franc (15 pays) pour les échanges commerciaux - Partenariats avec les banques centrales africaines (ex. : BCEAO) - Objectif : 20% des échanges euro-africains en euro numérique d'ici 2030	- Commission européenne (négociations) - Service européen d'action extérieure (diplomatie)	2026-2028	1 Md€/an	- Part de marché de l'euro numérique en Afrique : +15% - Réduction de la dépendance au dollar : -10%
8. Lien avec les objectifs climatiques	- Paiements programmables pour les subventions vertes (ex. : rénovation énergétique, transports propres) - Intégration avec le pacte vert européen - Partenariats avec la BEI	- BCE (développement technique) - Commission (DG CLIMA) (coordination)	2027	Intégré aux fonds existants	- Nombre de projets climatiques financés via l'euro numérique : +50% - Réduction des émissions CO₂ : contribution directe
9. Négociations avec les États-Unis	- Accord sur les limites d'utilisation du digital dollar en Europe - Éviter une guerre des monnaies (ex. : plafonds de conversion euro numérique ↔ digital dollar) - Dialogue transatlantique sur les stablecoins	- Conseil (mandat de négociation) - Commission (représentation)	2025-2026	-	- Réduction des tensions monétaires UE-États-Unis - Stabilité des changes euro/dollar

Source : Stratégie de la Commission pour l'Afrique (2025), Rapports de la BEI sur le financement climatique (2024).

D. Réguler les acteurs privés : éviter la colonisation monétaire

Ce cadre réglementaire est crucial pour éviter que les stablecoins privés (USDT, USDC) ne marginalisent l'euro numérique. Les réserves à 100%

et l'interopérabilité obligatoire sont des mesures inspirées des recommandations du FMI (2024) pour limiter les risques systémiques. Sans cette régulation, les stablecoins pourraient capter jusqu'à 50% des transactions transfrontalières dans l'Union européenne d'ici 2030 (étude de la BCE, 2025).

Cadre réglementaire pour les stablecoins et cryptomonnaies (2025-2026)

Action	Détails opérationnels	Acteurs responsables	Échéance	Budget	Indicateurs de succès
10. Encadrer les stablecoins	- Réserves à 100% (ex. : 1 USDC = 1 dollar en réserve, audité mensuellement) - Interopérabilité obligatoire avec l'euro numérique - Plafonds d'émission (limites par acteur privé)	- Commission européenne (règlement MiCA révisé) - Autorités nationales (AMF, BaFin)	2025	-	- Réduction des risques systémiques (-40%) - Part de marché des stablecoins régulés : +20%

Source : Proposition de règlement MiCA (2024), Étude du FMI sur les stablecoins (2025).

L'Europe a toutes les cartes en main pour faire de l'euro numérique un succès – mais aussi tous les ingrédients pour un échec. Trois priorités s'imposent pour 2026 : d'abord, créer l'AEUM, car sans gouvernance d'urgence, l'euro numérique serait vulnérable aux cyberattaques (coût : 0,5% du PIB/jour) et aux crises spéculatives (ex. : effondrement des CDS) ; puis, déployer les nœuds redondants pour éviter une paralysie du système en cas de panne (ex. : Islande, Canaries, Allemagne) avec un budget initial de 500 M€ ; enfin réguler les stablecoins (révision du [règlement MiCA](#)), car sans cadre strict (réserves à 100%, interopérabilité), les acteurs privés (USDT, USDC) marginaliseront l'euro numérique.

Le temps des demi-mesures est révolu. La Chine a déjà déployé son yuan digital. Les États-Unis préparent leur riposte. L'Europe vient de lancer le 30 octobre la prochaine étape du projet d'euro numérique pour en faire un outil de puissance. Si les colégislateurs adoptent le règlement d'ici 2026, l'euro numérique pourrait être émis courant 2029. Les dés sont jetés.

Patrice Cardot

Retraité du haut appareil d'État en charge des questions européennes

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN
ISSN 2402-614X

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la seule responsabilité de l'auteur.
© Tous droits réservés, Fondation Robert Schuman, 2025

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.